

Israël et le Soudan vont normaliser leurs relations

Donald Trump a annoncé qu'Israël et le Soudan avaient fait la «paix».

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 9 min

Israël et le Soudan ont accepté de normaliser leurs relations diplomatiques, a annoncé le président américain Donald Trump vendredi 23 octobre, un nouveau coup diplomatique dont il pourra se targuer à 11 jours de la présidentielle aux États-Unis.

C'est dans le Bureau ovale, entouré notamment de son ministre des Affaires étrangères Mike Pompeo et de son gendre et conseiller Jared Kushner, que Donald Trump a déclaré que les deux pays ennemis avaient fait *«la paix»*.

Le président américain était au téléphone, sur haut-parleur, avec le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou et son homologue soudanais Abdallah Hamdok. Ce dernier a remercié Donald Trump d'avoir décidé de retirer son pays de la liste des États soutenant le terrorisme, affirmant que cette décision aurait un impact économique majeur. Le Soudan a confirmé cette normalisation. *«Le Soudan et Israël ont accepté de normaliser leurs relations, de mettre fin à l'état d'agression entre eux»*, a rapporté la télévision d'Etat soudanaise.

«Formidable revirement» ou «péché politique»

«*Nous agrandissons le cercle de la paix si rapidement grâce à votre leadership*», a salué de son côté le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou. Ce dernier a d'ailleurs qualifié cette normalisation de «*formidable revirement*». «*Aujourd'hui Khartoum dit oui à la paix avec Israël, oui à la reconnaissance d'Israël et à la normalisation avec Israël*», a-t-il déclaré dans une déclaration en hébreu transmise par ses services à l'AFP.

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a salué l'accord. «*Je salue les efforts conjoints des Etats-Unis, du Soudan et d'Israël concernant la normalisation des relations entre le Soudan et Israël. J'apprécie tous les efforts visant à parvenir à la stabilité et à la paix dans la région*», a tweeté al-Sissi. L'Egypte a normalisé ses relations avec l'Etat hébreu en 1979.

En revanche, le Hamas a dénoncé par la voix de son porte-parole Hazem Qassem un «*péché politique*» qui nuit à la fois aux Palestiniens et aux Soudanais, et qui «*ne bénéficie qu'à Nétanyahou*».

Avant le Soudan, les Émirats arabes unis et Bahreïn avaient accepté de normaliser leurs relations avec Israël. C'est «*une nouvelle étape majeure vers la paix au Moyen-Orient*», a tweeté un porte-parole de la Maison-Blanche, Judd Deere.

Le président américain a également affirmé qu'au moins cinq autres pays arabes étaient prêts à faire la paix. «*Nous en avons au moins cinq qui veulent venir (faire la paix) et nous en aurons beaucoup plus que ça bientôt*», a-t-il déclaré au cours de son entretien téléphonique avec les premiers ministres du Soudan et d'Israël. Il dit notamment s'attendre à ce que l'Arabie saoudite normalise ses relations avec Israël.

Liste noire

Peu avant, la Maison-Blanche avait annoncé que le président allait retirer le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme. Donald Trump *«a informé le Congrès de son intention d'annuler formellement la désignation du Soudan comme État parrain du terrorisme»*, a indiqué l'exécutif américain, qualifiant ce développement de *«moment charnière»* pour le Soudan et les relations entre Washington et Khartoum. Le Soudan est depuis 1993 sur cette liste noire américaine, synonyme d'entrave aux investissements pour ce pays pauvre.

Cette annonce intervient après que le Soudan a *«accepté de résoudre certaines demandes des victimes américaines du terrorisme et leurs familles. Hier, en application de cet accord, le gouvernement de transition du Soudan a transféré 335 millions de dollars sur un compte séquestre pour ces victimes et leurs familles»*, a précisé la Maison-Blanche. Il s'agit notamment des attentats perpétrés en 1998 par la nébuleuse djihadiste Al-Qaïda contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, et qui avaient fait plus de 200 morts.

Le Soudan, jadis paria de la communauté internationale pour avoir accueilli le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden dans les années 1990, a été condamné à verser de telles indemnisations par la justice américaine. L'accord ouvre la voie à *«un nouvel avenir de collaboration et de soutien à la transition historique en cours»* au Soudan, selon la Maison-Blanche, qui a salué les autorités de transition du pays.

Les États-Unis ont renoué avec Khartoum déjà sous l'ex-président démocrate Barack Obama, lorsque l'ex-président soudanais Omar el-Béchir a commencé à coopérer dans la lutte antiterroriste et joué le jeu de la paix au Sud-Soudan. La révolution qui a balayé Omar el-Béchir n'a fait qu'accélérer le mouvement.

Depuis la chute du régime d'el-Béchet en avril 2019, le Soudan est dirigé par une autorité de transition dans laquelle militaires et civils partagent le pouvoir, jusqu'aux élections prévues en 2022.